

VERTALING

DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 89 — 2458

21 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vastlegging voor het schooljaar 1989-1990 van het bedrag van een forfaitaire aanvullende werkingstoelage voor de leerlingen van het buitengewoon kleuter- of lager onderwijs en van de onderwijsinrichtingen van het gesubsidieerd buitengewoon onderwijs. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1989 in de franse tekst op bladzijde 18186, artikel 1 moet verwijzgd worden : « Artikel 1. Pour l'année scolaire 1988-1989 le montant de la subvention de fonctionnement complémentaire forfaitaire pour les élèves des écoles maternelles et primaires et des écoles d'enseignement spécial subventionné est fixé ... »

In de nederlandse tekst op bladzijde 18187, artikel 1 moet verwijzgd worden : Artikel 1. Voor hte schooljaar 1988-1989 wordt het bedrag van de forfaitaire aanvullende werkingstoelage voor de leerlingen van het buitengewoon kleuter- of lager onderwijs en van de onderwijsinrichtingen van het gesubsidieerd buitengewoon onderwijs als volgt vastgelegd ... »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2459

23 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création d'une cellule administrative provisoire chargée de préparer la mise en place des Sociétés de Transport de personnes en Wallonie

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1987 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et autres services des Ministères;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 portant répartition des services de l'Exécutif en deux Ministères;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique régionale;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois du 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que face à l'octroi de nouvelles compétences à la Région wallonne, l'Exécutif se doit d'assurer la continuité du service public;

Considérant qu'il lui revient de prendre sans délai toute mesure en vue de rendre opérationnels les services de transport de personnes en Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale, et du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Arrête :

Article 1er. Une cellule administrative provisoire, ci-après dénommée « la cellule » est instituée auprès du Ministère de l'Equipeement et des Transports de la Région wallonne.

Elle est placée sous l'autorité du Ministre du Transport pour la Région wallonne.

Art. 2. La cellule est chargée de préparer la mise en place des Sociétés de Transport de personnes en Région wallonne. Elle a notamment pour mission :

1° d'étudier les problèmes résultant de la dissolution et la liquidation de la S.N.C.V.;

2° de proposer toute mesure appropriée concernant le transfert du personnel, des missions, des biens ainsi que des droits et obligations de cet organisme;

3° de soumettre au Ministre du Transport pour la Région wallonne des propositions relatives aux mesures réglementaires et autres à prendre par l'Exécutif pour assurer la restructuration du transport de personnes en Région wallonne.

Art. 3. La cellule peut comprendre douze emplois, répartis comme suit :

- un directeur général;
- un directeur général adjoint;
- deux directeurs;
- deux attachés;
- deux secrétaires principaux de direction;
- deux chefs administratifs;
- deux commis chefs ou commis dactylographes chefs.

Art. 4. Peuvent occuper les emplois visés à l'article 3 :

- 1° les agents des Ministères et des Organismes d'Intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954;
- 2° le personnel des Sociétés de Transports intercommunaux;
- 3° des agents recrutés par contrat.

Art. 5. La désignation aux emplois visés à l'article 4 est effectuée par arrêté de l'Exécutif régional wallon pour une période se terminant à la fin du troisième mois suivant la date de l'assemblée générale approuvant les statuts de la Société régionale wallonne du Transport public de personnes.

Pour le surplus, il est fait application ou recours selon les hypothèses :

1° de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission;

2° à un contrat de service à conclure entre la Région et une des Sociétés de Transports intercommunaux destinée à mettre du personnel à disposition de la cellule moyennant remboursement, à ces sociétés, de la rémunération des intéressés;

3° de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement dans les administrations et autres services des Ministères.

Art. 6. Les membres du personnel du Ministère de la Région wallonne et plus généralement de tout service public, appelés à faire partie de la cellule, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, les attributions.

Art. 7. Les agents de la cellule ne peuvent traiter avec le Ministre ayant le Transport dans ses attributions que par l'intermédiaire du directeur général ou du directeur général adjoint.

Art. 8. Il est alloué aux membres de la cellule visée à l'article 5, 1° et 3°, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

— directeur général	16/S
— directeur général adjoint	16/1
— directeur	13/2
— attaché	11/3
— chef administratif	24/1
— Secrétaire principal de direction	22/4
— commis chef ou commis dactylographe chef	34/1

En tout état de cause, l'allocation des membres de la cellule, en mission, ne pourra être inférieure à la rémunération qui leur est attribuée dans leur organisme d'origine.

Art. 9. La rémunération des agents de la cellule administrative provisoire, y compris les allocations et les indemnités, est mise à charge des articles 11.05 de la section 50 du budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. Les frais de fonctionnement et d'équipement de la cellule sont imputés respectivement aux articles 12.03 et 74.07 de la section 54 du budget.

Art. 11. Le directeur général et, en son absence, le directeur général adjoint de la cellule ont délégation pour engager, ordonnancer et mettre en liquidation les dépenses d'un montant inférieur à 300 000 francs, T.V.A. non incluse, imputées aux articles 12.03 et 74.07 de la section 54 du budget.

Art. 12. Le Ministre qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions, et le Ministre du Budget, des Finances et du Transport, pour la Région wallonne sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Namur, le 23 novembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport, pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2459

23. NOVEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Gründung einer zeitweiligen Verwaltungszelle, die damit beauftragt ist,
die Einsetzung der Personentransportgesellschaften in Wallonien vorzubereiten

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. November 1967 zur Festlegung des verwaltungsmäßigen Standes der Staatsbediensteten, die mit einer Dienstaufgabe betraut sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. März 1974 über die Anstellung der Bediensteten in den Verwaltungen und in den anderen Dienststellen der Ministerien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 zur Trennung der Dienststellen der Exekutive in zwei Ministerien;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Regionalen Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Exekutive angesichts der Erteilung neuer Zuständigkeiten an die Wallonische Region die Kontinuität des öffentlichen Dienstes gewährleisten muß;

In der Erwägung, daß es ihr obliegt, jede Maßnahme zur Einsetzung der Dienste für den Transport von Personen unverzüglich zu erlassen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst und des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Eine hiernach « die Zelle » genannte zeitweilige Verwaltungszelle wird im Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen der Wallonischen Region gegründet.

Sie wird unter die Aufsicht des Ministers des Transportwesens für die Wallonische Region gestellt.

Art. 2. Die Zelle wird damit beauftragt, die Einsetzung der Personentransportgesellschaften in Wallonien vorzubereiten. Sie hat als Aufgabe :

1° die Probleme, die aus der Auflösung und der Liquidation der Nationalen Kleinbahngesellschaft resultieren, zu studieren;

2° jede zweckmäßige Maßnahme bezüglich der Versetzung des Personals, der Übertragung der Aufgaben, des Guthabens sowie der Rechte und der Verpflichtungen dieser Einrichtung vorzuschlagen;

3° dem Minister des Transportwesens für die Wallonischen Region Vorschläge bezüglich der vorschriftsmäßigen und sonstigen Maßnahmen, die die Exekutive zwecks Gewährleistung der Neustrukturierung des Transports von Personen in der Wallonischen Region treffen muß, vorzulegen.

Art. 3. Die Zelle kann aus 12 Planstellen bestehen, die folgendermaßen verteilt werden :

- ein Generaldirektor;
- ein beigeordneter Generaldirektor;
- zwei Direktoren;
- zwei Attachés;
- zwei Hauptdirektionssekretäre;
- zwei Verwaltungsleiter;
- zwei Chefkommis oder Chefkommis-Daktylographe.

Art. 4. Zu den in Artikel 3 erwähnten Planstellen dürfen zugelassen werden :

1° die Bediensteten der Ministerien und der im Gesetz vom 16. März 1954 erwähnten gemeinnützigen Einrichtungen;

2° das Personal der interkommunalen Transportgesellschaften;

3° vertragsmäßig angestellte Bedienstete.

Art. 5. Die Ernennung zu den in Artikel 4 erwähnten Planstellen erfolgt durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive für einen Zeitraum, der am Ende des dritten Monats nach dem Tag der Hauptversammlung, bei der die Satzung der Wallonischen Regionalgesellschaft für den öffentlichen Transport von Personen genehmigt worden ist, endet.

Im übrigen werden je nach Fall angewendet oder herangezogen :

1° der Königliche Erlaß vom 13. November 1987 zur Festlegung des verwaltungsmäßigen Standes der Staatsbediensteten, die mit einer Dienstaufgabe beauftragt sind;

2° ein Dienstleistungsvertrag, der zwischen der Region und einer der interkommunalen Transportgesellschaften abzuschließen ist, die als Aufgabe hat, Personal zur Verfügung der Zelle vorbehaltlich der Rückzahlung der Besoldung der Betroffenen an diese Gesellschaften zu stellen;

3° der Königliche Erlaß vom 7. März 1974 über die Anstellung in den Verwaltungen und in den anderen Dienststellen der Ministerien.

Art. 6. Die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region und mehr allgemein jedes öffentlichen Dienstes, die der Zelle angehören werden, dürfen nicht länger in ihrer Planstelle bleiben und deren Befugnisse, wenn auch teilweise, weiter ausüben.

Art. 7. Die Bediensteten der Zelle dürfen mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, nur über den Generaldirektor bzw. den beigeordneten Generaldirektor verhandeln.

Art. 8. Den Mitgliedern der in Artikel 5, Punkt 1 und 3 erwähnten Zelle wird eine Vergütung als Gehalt gewährt, die in den nachstehenden für das Personal der Ministerien anwendbaren Lohnstufen festgelegt ist :

— Generaldirektor	16/S
— beigeordneter Generaldirektor	16/1
— Direktor	13/2
— Attaché	11/3
— Verwaltungsleiter	24/1
— Hauptdirektionssekretär	22/4
— Chefkommis oder Chefkommis-Daktylograph	34/1

Die Vergütung der eine Aufgabe wahrnehmenden Zellenmitglieder darf keinesfalls die Besoldung, die ihnen in ihrer Ursprungsseinrichtung gewährt wird, unterschreiten.

Art. 9. Die Besoldung der Mitglieder der zeitweiligen Verwaltungszelle, einschließlich der Vergütungen und Zulagen, geht zu Lasten der Artikel 11.05 des Abschnitts 50 des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 10. Die Funktions- und Ausrüstungskosten der Zelle werden jeweils auf die Artikel 12.03 und 74.07 des Abschnitts 54 des Haushaltsplans angerechnet.

Art. 11. Der Generaldirektor und, in seiner Abwesenheit, der beigeordnete Generaldirektor der zene werden bevollmächtigt, um Ausgaben in einer Höhe von weniger als 300 000 Franken, exklusive MWSt, die auf die Artikel 12.03 und 74.07 des Abschnitts 54 des Haushaltsplans angerechnet werden, festzustellen, anzuweisen und auszuzahlen.

Art. 12. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Regionale Öffentliche Dienst gehört, und der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region sind jeder in seinem Bereich mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Art. 13. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1990 in Kraft.

Namur, den 23. November 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2459

23 NOVEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende oprichting van een voorlopige administratieve cel belast met de installatie van de Maatschappijen voor Personenvervoer in Wallonië

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de Ministeries;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 houdende verdeling van de diensten van Executieve in twee Ministeries;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Regionale Openbaar Ambt;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat ten gevolge de toekenning van nieuwe bevoegdheden aan het Waalse Gewest, de Executieve de continuïteit van de openbare diensten moet verzekeren;

Overwegende dat het haar toekomt onverwijld maatregelen te treffen ten einde de diensten voor het vervoer van personen in het Waalse Gewest operationeel zouden zijn;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionale Openbaar Ambt, en van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Een voorlopige administratieve cel, hierna genoemd « de cel », wordt ingesteld bij het Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor het Waalse Gewest.

Deze cel wordt geplaatst onder het gezag van de Minister van Vervoer voor het Waalse Gewest.

Art. 2. Deze cel is belast met de installatie van de Maatschappijen voor Personenvervoer in Wallonië. Zij heeft met name als opdracht :

1° de problemen ten gevolge van de ontbinding en van de vereffening van de N.M.V.B. te onderzoeken;

2° geschikte voorstellen voor te leggen betreffende de overgang van het personeel, de opdrachten, het bezit alsmede de rechten en verplichtingen van die instelling;

3° de Minister van Vervoer voor het Waalse Gewest voorstellen voor te leggen betreffende door de Executieve te nemen reglementaire en andere maatregelen ten einde de herstructurering van het personenvervoer in het Waalse Gewest te verzekeren.

Art. 3. De cel bestaat uit 12 personeelsleden die de volgende betrekkingen bekleden :

- één directeur-generaal;
- één adjunct-directeur-generaal;
- twee directeurs;
- twee attachés;
- twee eerstaanwezend directiesecretarissen;
- twee administratieve chefs;
- twee hoofdklerken of hoofdklerken typisten.

Art. 4. Kunnen de in artikel 3 bedoelde betrekkingen bekleden :

- 1° De ambtenaren van de Ministeries en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in de wet van 16 maart 1954;
- 2° de personeelsleden van de Intercommunale Vervoermaatschappij;
- 3° de in het kader van een overeenkomst aangeworven ambtenaren.

Art. 5. De ambtenaren worden benoemd tot de in artikel 4 bedoelde betrekkingen bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve voor een periode die eindigt op het einde van de derde maand die de dag waarop de algemene vergadering de statuten van de Waalse Regionale Maatschappij voor het Openbaar Personenvervoer aanneemt, volgt.

Art. 6. De personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest en, in het algemeen, van elke openbare diensten die gerechtigd zijn om van de cel deel uit te maken, kunnen in hun betrekking niet in dienst blijven noch de bevoegdheden ervan, zelfs deeltijds, waarnemen.

Art. 7. De ambtenaren van de cel kunnen met de Minister tot wiens bevoegdheid het Vervoer behoort slechts handelen door bemiddeling van de directeur-generaal of van de adjunct-directeur-generaal.

Art. 8. Een toelage vastgesteld volgens de hierna weddeschalen die op het personeel van de Ministeries van toepassing zijn, wordt ter vervanging van de wedde aan de personeelsleden van de in artikel 5, 1° en 3°, bedoelde cel toegekend :

— directeur-generaal	16/S
— adjunct-directeur-generaal	16/1
— directeur	13/2
— attaché	11/3
— administratieve chef	24/1
— eerstaanwezend directiesecretaris	22/4
— hoofdclerk of hoofdclerk typist	34/1

De toelage van de personeelsleden van de cel, die hun opdracht vervullen, kan in ieder geval niet minder bedragen dan de wedde die hen in hun instelling van oorsprong wordt verleend.

Art. 9. De wedde van de ambtenaren van de voorlopige administratieve cel, toelagen en vergoedingen inbegrepen, komen ten laste van de artikelen 11.05 van afdeling 50 van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 10. De werkings- en uitrustingskosten van de cel worden respectievelijk aangerekend op de artikelen 12.03 en 74.07 van afdeling 54 van de begroting.

Art. 11. De directeur-generaal en, bij ontstentenis ervan, de adjunct-directeur-generaal van de cel zijn ertoe gemachtigd uitgaven met een maximum bedrag van 300 000 frank, exclusief BTW, vast te leggen, te ordonnanceren en te vereffenen; die uitgaven komen ten laste van de artikelen 12.03 en 74.07 van afdeling 54 van de begroting.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het Regionale Openbaar Ambt behoort en de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Namen, 23 november 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Economie, de K.M.O's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Commission de l'indice des prix à la production et à l'importation Démission. — Nomination

Par arrêté ministériel du 11 décembre 1989, entrant en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*, démission honorable de sa fonction de membre suppléant de la Commission des indices des prix à la production et à l'importation, est accordée à M. Van Rompuy, P.

M. Spillewijn, F., professeur titulaire à la « Katholieke Universiteit Leuven », est nommé membre suppléant de la Commission des indices des prix à la production et à l'importation, en remplacement de M. Van Rompuy, P., dont il achèvera le mandat.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Indexcommissie der produktie- en invoerprijzen Ontslagverlening. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 11 december 1989, dat in werking treedt de dag van zijn bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*, wordt eervol ontslag als plaatsvervangend lid van de Indexcommissie der produktie- en invoerprijzen verleend aan de heer Van Rompuy, P.

De heer Spillewijn, F., gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit Leuven, wordt benoemd tot plaatsvervangend lid van de Indexcommissie der produktie- en invoerprijzen, ter vervanging van de heer Van Rompuy, P., wiens mandaat hij zal beëindigen.